



SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 250.000 €

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

SIREN : 339 202 608 - APE : 6920Z
22 rue Léon Jouhaux
75010 PARIS

R.C.S. PARIS: B 339 202 608

N° TVA: FR 42 339 202 608

EKOPOLIS

POLE DE RESSOURCES FRANCILIEN POUR L'AMENAGEMENT ET LA CONSTRUCTION DURABLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

EKOPOLIS
Association déclarée selon la loi de 1901
Siège social : 155, avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS A L'ASSEMBLEE GENERALE

Aux membres,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EKOPOLIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur les éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - Vérification du rapport et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris, le 16/05/2025

Le Commissaire aux Comptes
LECHARTIER

Romain PICLIN



BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2024				31/12/2023	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	31 882	23 055	8 827	0,29	19 454	1,17
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	33 182	26 222	6 960	0,23	22 654	1,37
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	13 548		13 548	0,44	16 768	1,01
TOTAL (I)	78 612	49 278	29 335	0,96	58 876	3,55
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	442 528	1 090	441 438	14,39	428 836	25,85
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	1 866 479		1 866 479	60,82	898 556	54,17
Valeurs mobilières de placement	153		153	0,00	153	0,01
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	705 295		705 295	22,98	266 971	16,10
Charges constatées d'avance	25 960		25 960	0,85	5 265	0,32
TOTAL (II)	3 040 414	1 090	3 039 324	99,04	1 599 780	96,45
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 119 026	50 368	3 068 659	100,00	1 658 656	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	33 711	1,10	-42 858	-2,57
Excédent ou déficit de l'exercice	125 754	4,10	76 568	4,62
Situation nette (sous total)	159 465	5,20	33 711	2,03
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	159 465	5,20	33 711	2,03
FONDS REPORTEES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques	53 909	1,76	30 000	1,81
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	53 909	1,76	30 000	1,81
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	176 577	5,75	209 076	12,61
Emprunts et dettes financières diverses	460	0,01	524	0,03
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 213	1,93	57 579	3,47
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	301 709	9,83	278 721	16,80
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	13 663	0,45	21 509	1,30
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	2 303 663	75,07	1 027 535	61,95
TOTAL (IV)	2 855 285	93,05	1 594 945	96,16
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 068 659	100,00	1 658 656	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		291 871				225 769				66 102		29,28	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		648 728				648 165				563		0,09	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		828 254				564 774				263 480		46,65	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		2 241				14 146				-11 905		-84,15	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		263				5 656				-5 393		-95,34	
Total des produits d'exploitation (I)		1 771 357				1 458 510				312 847		21,45	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		295 168				238 795				56 373		23,61	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		52 228				51 305				923		1,80	
Salaires et traitements		864 262				737 010				127 252		17,27	
Charges sociales		317 922				257 651				60 271		23,39	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		16 348				23 523				-7 175		-30,49	
Dotations aux provisions		23 909				30 000				-6 091		-20,29	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		22 319				28 628				-6 309		-22,03	
Total des charges d'exploitation (II)		1 592 157				1 366 912				225 245			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		179 199				91 598				87 601		95,64	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		3 018				359				2 659		740,67	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		3 018				359				2 659		740,67	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées		5 494				7 014				-1 520		-21,66	
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)		5 494				7 014				-1 520		-21,66	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-2 476				-6 656				4 180		62,80	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	176 724	84 942	91 782	108,05
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	2 750	5 687	-2 937	-51,63
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	2 750	5 687	-2 937	-51,63
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	280	1 048	-768	-73,27
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	17 189		17 189	N/S
Total des charges exceptionnelles (VI)	17 469	1 048	16 421	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-14 719	4 639	-19 358	-417,28
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	36 251	13 013	23 238	178,58
Total des produits (I + III + V)	1 777 125	1 464 555	312 570	21,34
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 651 372	1 387 987	263 385	18,98
EXCEDENT OU DEFICIT	125 754	76 568	49 186	64,24
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	183 825	142 453		
TOTAL	183 825	142 453		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole	183 825	142 453		
TOTAL	183 825	142 453		

Préambule

- Description de l'objet social de l'entité
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées
- Description des moyens mis en oeuvre

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 3 068 658,50 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 125 753,62 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice**1/ Recettes d'études :**

Les recettes relatives aux études et formations au cours de l'année civile 2024 s'élèvent à 623,6 KE

Pour rappel, l'association ne bénéficie plus de la franchise des impôts commerciaux pour l'année civile 2018, le seuil de 62.250 E fixé par l'alinéa du b du 1° du 7 de l'article 261 du CGI étant pas dépassé au cours du mois de juillet 2018.

Les activités non lucratives demeurant prépondérantes, EKOPOLIS avait choisi la sectorisation des activités lucratives.

Ainsi l'impôt sur les sociétés, calculé à partir des opérations appréciées au 01/01/2018, est limité aux activités lucratives.

La sectorisation nécessite que les opérations lucratives doivent être réalisées dans le cadre d'un secteur d'activité comptable distinct.

L'association est assujettie à la TVA depuis le 01/08/2018 pour les opérations lucratives. Elle est soumise à la taxe d'apprentissage pour la partie lucrative depuis le 01/01/2018. Quant à la CET (Contribution Economique Territoriale), il existe une exonération pour la 1ère année d'imposition en 2018, et devient assujettie à partir de l'exercice 2019.

A compter du 01/01/2023, l'association a opté pour une fiscalisation totale de ces activités.

2/ Cotisations :

De nouveaux cotisants ont adhéré à EKOPOLIS. Le montant des cotisations s'élève à 287 KE contre 217 KE en N-1.

3/ Démarche BDF (Bâtiments Durables Franciliens) :

Dans le cadre de la politique nationale de développement durable, de nombreux organismes réunis au sein d'EKOPOLIS proposent la démarche BDF qui est un dispositif pour généraliser le bâtiment durable en Île-de- France. Elle consiste à accompagner et évaluer des opérations de construction et de réhabilitation durables en Île-de- France.

L'accompagnement est assuré par un acteur de l'opération formé à la démarche BDF. L'association met à sa disposition un support technique continu. Des recommandations sont apportées par une commission interprofessionnelle mobilisée à toutes ces étapes de l'opération.

La démarche BDF s'adresse aux maîtres d'ouvrage et aux équipes de maîtrise d'oeuvre qui souhaitent construire ou réhabiliter de façon durable. Elle est ouverte à tous les acteurs intéressés à développer collectivement leurs connaissances et leurs savoir-faire.

Les accompagnements BDF facturés par EKOPOLIS s'élèvent à 361 KE au cours de l'exercice, contre 390,5 KE en N-1.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement ANC N°2018-06 depuis 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	31 882			31 882
Immobilisations corporelles	95 517	6 485	68 821	33 182
Immobilisations financières	16 768		3 220	13 548
TOTAL	144 168	6 485	72 041	78 612

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	12 428	10 627		23 055
TOTAL I	12 428	10 627		23 055
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	37 930	17 519	55 165	283
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	34 933	4 662	13 656	25 939
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	72 863	22 180	68 821	26 222
TOTAL GENERAL (I+II)	85 291	32 807	68 821	49 278

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	13 548		13 548
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	442 528	441 310	1 218
Autres créances	1 866 479	1 866 479	
Charges constatées d'avance	25 960	25 960	
TOTAL	2 348 514	2 333 748	14 766

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	175 148
Subventions / financements	1 842 815
Autres produits à recevoir	635
TOTAL	2 018 597

3.5 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	360	730		1 090
Comptes financiers				
TOTAL	360	730		1 090

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-42 858	76 568			33 711
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	76 568	-76 568	125 754		125 754
Dont générosité du public					
Situation nette	33 711		125 754		159 465
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	33 711		125 754		159 465
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	30 000	23 909		53 909
TOTAL II	30 000	23 909		53 909
TOTAL GENERAL (I+II)	30 000	23 909		53 909
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		23 909		
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	176 577	45 001	126 571	5 005
Dettes financières diverses	460	460		
Fournisseurs	59 213	59 213		
Dettes fiscales & sociales	301 709	301 709		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	13 663	13 663		
Produits constatés d'avance	2 303 663	2 303 663		
TOTAL	2 855 285	2 723 709	126 571	5 005

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	903
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	8 085
Dettes fiscales & sociales	110 930
Autres dettes	970
TOTAL	120 888

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
ARS	Projet affecté	79 000	79 000			
BDT	Projet affecté	180 000	50 000	130 000		
ADEME	Projet affecté	186 980	28 047	158 933		
ADEME	Fonctionnement	1 213 500	182 025	1 031 475		
DRIEAT	Projet affecté	75 000	5 000	70 000		
DRIEAT	Fonctionnement	35 000	35 000			
EPFIF	Projet affecté	30 000	15 000	15 000		
DRIHL	Fonctionnement	10 000		10 000		
MGP	Fonctionnement	67 000	67 000			
REGION IDF	Projet affecté	70 000		70 000		
TOTAL		1 946 480	461 072	1 485 408		

Eléments significatifs ou importants

5.2 - Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	2 750
Sur opérations de gestion	2 750
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charge	
Charges exceptionnelles	17 469
Sur opération de gestion	280
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	17 189
Charges sur exercices antérieurs	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-14 719

Eléments significatifs ou importants à mentionner le cas échéant

6 - Autres informations

6.1 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	11	
Non Cadres	6	
TOTAL	17	0

6.2 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 1.596 E.